

Les partis politiques et la transition

Le débat est encore absent II

La semaine dernière, Le Calame publiait une synthèse des points de vue de certains dirigeants de partis politiques sur les différents thèmes qui constituent des axes principaux de la transition. Voici les positions de quelques autres partis par rapport à ces thèmes.

Le Front Populaire salue la mise en place des trois commissions (de la transition, de la justice et de la bonne gouvernance), même si, ajoute Mohamed Fadel Ould Mohamed Sidiya, secrétaire national à l'orientation politique, "nous aurions souhaité que ces commissions soient beaucoup plus techniques, et la création d'une commission économique à la veille de l'entrée du pays dans le club des pays producteurs du pétrole". Pour ce qui est de la transition, le FP pense qu'il y a lieu "d'introduire tout d'abord un ensemble de réformes constitutionnelles et politiques à même de garantir l'enracinement de la démocratie". C'est dans ce cadre que le parti appelle à la limitation des mandats présidentiels à deux quinquennats, afin de consacrer l'alternance. Le Front Populaire demande également la suppression du Sénat, "institution non représentative des régions et financièrement très coûteuse". Dans le même ordre d'idées, le secrétaire national sou-

ligne la nécessité d'augmenter le nombre des députés pour passer de 79 à 160, avec un important quotas de femmes et de représentants de la société civile; le parti milite aussi en faveur de l'institution d'un Mufti de la République, d'une plus large décentralisation et de la suppression de l'article 104 de la constitution.

Concernant le processus électoral, le secrétaire national parle de la nécessité de la généralisation de l'Etat civil, de l'élaboration d'un code électoral consensuel, du bulletin de vote unique, une généralisation de la proportionnelle... Sur le plan de la bonne gouvernance, le FP s'indigne de la répartition inégale des richesses. Aussi le parti dénonce-t-il le monopole de ces richesses par 45 personnes au détriment de plus de 75% de la population.

Pour ce qui est des questions pendantes, notamment l'esclavage et le problème des réfugiés, le FP souhaite pour le premier point "la tenue d'assises

nationales en vue d'évacuer définitivement une question qui a concerné toutes les composantes nationales". L'accent devant être mis sur les moyens de permettre à cette frange de la population de rattraper son retard économique et social. Pour le second point, le FP préconise la mise en place d'une commission nationale composée d'ulémas et notables, pour envisager avec sagesse ce problème. Le FP est partisan du rétablissement dans leurs droits de tous ceux qui ont été victimes de préjudices avérés.

Le Parti de la Convergence Démocratique (PCD), dernier né des formations politiques, lui, se réjouit de la fin d'une "situation verrouillée" et d'une "grave impasse" que connaissait le pays avant le 03 août. Selon son président, Dr Cheikh Ould Horma, "le coup d'État est venu corriger une trajectoire qui dérivait vers un avenir sombre et ouvre de nouveaux horizons

Les partis politiques et la transition

Le débat est encore absent II

Suite de la Une

pour le pays. C'est pourquoi notre parti a salué cette initiative salvatrice tout comme il a applaudi le projet de démocratie et de justice annoncé par le CMJD." Pour lui, "il faut donner au Conseil militaire le bénéfice non pas du doute mais de la sincérité et l'aider à réaliser ce projet puisqu'il a donné des gages comme l'amnistie, un geste appréciable et bénéfique pour le pays." Mais le PCD considère qu'il faut encore plus de gages comme la rupture totale avec l'ancien régime, ses hommes et son parti qui, selon Ould Horma, doit être dissous avec son président pour rassurer tout le monde.

Un passif incontournable

Concernant le passif humanitaire, le président du PCD considère qu'il "existe, qu'il est lourd et qu'il ne peut être mis en sourdine ou rayé d'un trait de gomme, mais sa solution doit émaner d'un gouvernement issu d'institutions légitimes et d'un chef d'État élu." "Comme ce qui s'est passé en Afrique du Sud, au Maroc et en Algérie, ce problème ne s'éteindra

qu'avec la volonté des Mauritaniens, mais il faut d'abord qu'il y ait des institutions démocratiques pour donner aux décisions un caractère légitime et durable", précise le président. Enfin le PCD salue et appuie le projet de réforme constitutionnelle promise par les militaires.

Le rassemblement pour la Démocratie et l'Unité (RDU), se réjouit des actes posés par le CMJD, notamment la loi d'amnistie. Cependant, dit Mohamed Mahmoud Ould Taleb, chargé de communication, "nous aurions souhaité que ces mesures englobent toutes les questions pendantes, à savoir les réfugiés, le passif humanitaire et l'esclavage". Pour les réfugiés, le parti est pour leur retour. Ould Taleb rappelle que dans le temps, la Mauritanie avait ouvert ses frontières, ce qui sous entend que ceux qui voulaient revenir sont revenus, et certains ont été remis dans leurs droits. Le passif humanitaire doit, dit-il, être envisagé avec beaucoup de sagesse et peut mettre en rapport plusieurs facteurs: justice, finances...

Pour ce qui est de l'esclavage, il n'en reste, dit-il, que "des séquelles" et il faudrait les combattre. Pour la création d'une commission indépendante en charge de superviser les élections, Ould Taleb n'en voit pas la nécessité dès lors, constate-t-il, "que les membres du CMJD et du gouvernement ne se présentent pas et que l'administration est neutre". La création d'une telle commission (qui sera composée probablement des membres des partis politiques et de la société civile) pourrait être source de divergence. Le RDU est partisan, tout au plus, de la mise en place d'un office issu de l'administration pour veiller sur le déroulement des élections.

S'agissant du partage du pouvoir, Ould Taleb s'étonne du fait que certains politiques s'évertuent toujours à mettre en avant les critères de division, alors que les éléments constituant un dénominateur commun entre les différentes composantes sociales du pays l'emportent largement. Accepter le principe de partage du pouvoir procède, selon lui, "d'un esprit fédéraliste" que le RDU réfute énergiquement.

SYNTHÈSE

BA ADAMA MOUSSA